

Solidarité avec les peuples de Turquie qui luttent pour une société démocratique

Notre organisation exprime sa plus profonde solidarité avec les peuples de Turquie, en particulier avec sa jeunesse, qui mène une lutte juste et légitime contre la répression et l'autoritarisme du gouvernement d'AKP. Les vagues d'arrestations visant des élu·es, des journalistes, des syndicalistes et des étudiant·es témoignent d'une volonté manifeste du gouvernement d'Erdoğan d'écraser toute voix dissidente et d'imposer un climat de terreur. Nous dénonçons avec force ces atteintes aux libertés fondamentales et exigeons la libération immédiate de toutes les personnes arrêtées.

L'arrestation du maire d'Istanbul Ekrem İmamoğlu le 19 mars pour corruption et terrorisme, sans aucune preuve et construite exclusivement sur les allégations vagues d'un « témoin » dont l'identité reste secrète, illustre cette escalade répressive. L'élimination politique d'un adversaire potentiel d'Erdoğan, désigné dans des primaires auxquelles près de 15 millions de personnes ont participé, s'inscrit dans une stratégie visant à maintenir un pouvoir autoritaire. Cette offensive contre la démocratie a déclenché une mobilisation massive : travailleur·ses, jeunes, femmes et citoyen·nes de toutes origines se sont dressé·es massivement pour défendre leurs droits et leur avenir.

Cette répression ne se limite pas à l'opposition politique, elle vise également les revendications essentielles de la population : le droit au travail et à un salaire décent, la liberté d'informer et d'être informé·e, la sécurité des femmes, l'accès à une éducation libre et scientifique, le droit de mener une lutte syndicale ainsi que la reconnaissance des droits démocratiques et sociaux pour toute la population. Des dizaines de milliers d'étudiant·es ont pris activement part aux mobilisations dans les grandes villes en exigeant des universités démocratiques, la fin de l'ingérence policière et le respect des libertés académiques. Chaque jour, malgré une répression de plus en plus dure, des centaines de milliers de manifestant·es dans toutes les grandes villes réclament une société plus juste et démocratique.

Face à cette dérive autoritaire, nous réaffirmons notre attachement aux principes démocratiques et aux libertés fondamentales et exprimons notre solidarité pleine et entière avec les travailleur·ses, les jeunes et les syndicalistes en lutte.

Nous condamnons fermement la répression violente exercée contre les manifestant·es et exigeons que toutes les personnes arrêtées arbitrairement soient libérées immédiatement et que celles et ceux qui ont été désigné·es par le suffrage universel puissent retrouver leurs fonctions d'elu·es.

Montreuil, le 26 mars 2025